



Une manifestation de la fonction publique a réuni plusieurs milliers de personnes hier à Fribourg. CHLOÉ LAMBERT

La manif du personnel de l'Etat a été très suivie

Entre 3000 et 4000 personnes ont protesté hier à Fribourg contre le projet de réforme de la **caisse de prévoyance** du personnel de l'Etat.

DOMINIQUE MEYLAN

RETRAITES. Les employés de l'Etat sont inquiets pour leur retraite. Ils l'ont montré en venant manifester en nombre, hier soir à Fribourg. Entre 3000 et 4000 personnes, selon la police, ont défilé de la place Georges-Python jusqu'au parvis de l'Hôtel cantonal.

La manifestation a démarré en douceur avec une foule d'abord clairsemée. «Les mesures mises en consultation par le Conseil d'Etat sont inacceptables, a affirmé à la tribune Gaétan Emonet, député, membre de la FEDE (Fédération

des associations du personnel du service public du canton de Fribourg). Elles induisent des pertes de rente énormes pouvant aller jusqu'à 25%». Les trois variantes qui doivent compenser les diminutions dues à la réforme de la caisse de prévoyance, mises en consultation par le Conseil d'Etat jusqu'au 15 mars, sont toutes jugées inacceptables par les employés.

«Nous demandons une quatrième variante», a annoncé Gaétan Zurkinden, du Syndicat des services publics (SSP). Un premier round de négociations a eu lieu avec le Conseil d'Etat. «Pour l'instant, c'est le silence radio, le Gouvernement ne s'est pas positionné», a rapporté le secrétaire régional.

Les syndicats veulent des propositions concrètes pour la seconde rencontre prévue lundi. «Nous sommes très nombreux aujourd'hui, a crié Gaétan Zurkinden. Nous disons au Conseil

d'Etat qu'il ne faut pas nous prendre pour des moutons.» Une assemblée de la fonction publique, mercredi prochain, décidera de la suite à donner au mouvement. En cas d'échec des discussions, les employés de l'Etat pourraient organiser une journée d'actions et de grève le 13 mars.

Les manifestants affluent

Pendant les discours, la place s'est peu à peu remplie. C'est un très long cortège qui s'est mis en marche en direction du siège des Finances. Arrivée devant les bureaux du grand argentier Georges Godel, la foule s'est bruyamment manifestée.

Beaucoup d'enseignants se sont mobilisés. Plusieurs dizaines de policiers ont également pris part au mouvement. Les employés ont défilé dans le calme. Sur les pancartes, Georges Godel occupait une place de choix: «Grippe-sou

est de retour. Nous ne battons pas en retraite», «Godel, puisque t'es pas fauché, arrête de nous tondre», pouvait-on lire.

Les employés craignent une diminution massive de leurs rentes, particulièrement pour la tranche d'âge comprise entre 40 et 50 ans. Ils souhaitent conserver la possibilité de prendre une retraite anticipée à 60 ans sans pénalité financière. Ils demandent surtout à l'Etat de participer davantage à l'effort financier et de prendre en charge 58% de la facture conformément à la répartition actuelle du financement de la caisse de prévoyance.

Le projet du Conseil d'Etat prévoit de passer du système de la primauté des prestations à celui de la primauté des cotisations. Cette réforme, sans mesures transitoires ni compensatoires, supposerait une diminution des rentes de 20% en moyenne. ■